

JVE Bénin et Benkadi renforcent la durabilité des groupes de réflexion à Athiémé et Grand-Popo

Les jeudi 26 et vendredi 27 septembre 2024, les communes d'Athiémé et de Grand-Popo ont respectivement accueilli des séances de travail portant sur l'appropriation des actes de formalisation des Groupes de Réflexion (GR) dans le cadre du projet BENKADI, conduit par l'ONG JVE Bénin. Ces ateliers avaient pour but de garantir une compréhension approfondie des arrêtés formalisant ces groupes et de réfléchir à la durabilité des Groupes de Réflexion mis en place par Benkadi.



La première séance de travail s'est déroulée à Athiémé,

réunissant les membres du Groupe de Réflexion local et le personnel de JVE Bénin. Le groupe de réflexion d'Athiémé est officiellement désigné comme le Comité de Réflexion et d'Appui Technique pour la mise en œuvre du projet BENKADI dans la commune.

Les participants ont analysé en profondeur l'arrêté de formalisation du groupe, et ont pu échanger sur les points forts et les lacunes de ces arrêtés, notamment en ce qui concerne la pérennisation des Groupes après la fin du projet BENKADI en 2025. Ils ont identifié des points d'amélioration, notamment concernant la dénomination, les attributions et la composition des membres.

Pour Amadou BAWA, point focal de la PASCIB et membre du groupe de réflexion, les points ont été identifiés pour être améliorés dans l'arrêté actuel. Il s'agit notamment des missions et de la composition des membres. Il a relevé qu'il est important de formaliser les ajouts nécessaires pour que le groupe puisse continuer à fonctionner efficacement après le projet.

Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'ajouter des lignes aux arrêtés, tant au niveau des missions du groupe qu'à celui de ses membres, ainsi que d'envisager des synergies avec d'autres cadres de dialogue locaux. Une nouvelle proposition d'arrêté a été recommandée pour tenir compte de ces remarques. L'atelier a également permis aux participants de se familiariser avec les outils de prise de décision participative de BENKADI. Un questionnaire a été distribué pour identifier les cadres de dialogue existants au niveau communal et explorer les possibilités de synergies.

La deuxième journée s'est tenue à Grand-Popo, le 27 septembre 2024, rassemblant les membres du Groupe de Réflexion local et l'équipe de JVE Bénin. Comme à Athiémé, le GR de Grand-Popo est formellement nommé Comité de Réflexion et d'Appui Technique pour le projet BENKADI dans la commune.

Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'ajouter des lignes aux arrêtés, tant au niveau de la dénomination, des missions du groupe qu'à celui de ses membres. Une nouvelle proposition d'arrêté a été recommandée pour tenir compte de ces remarques. Les participants ont également été initiés aux outils de prise de décision participative de BENKADI.

YEBE Cyrillia est la Secrétaire Exécutive de la Mairie de Grand-Popo et présidente du groupe de réflexion. Elle a déclaré, « Les échanges ont été très enrichissants. Nous avons maintenant une meilleure vision des actions à mener pour pérenniser ces groupes au-delà du projet Benkadi. » Un questionnaire a été également distribué pour identifier les cadres de dialogue existants et explorer les perspectives de synergies.

Pérennisation des Groupes de Réflexion à Athiémé et Grand-Popo

Suite à la séance de travail des 26 et 27 septembre 2024 sur l'appropriation des actes de formalisation des Groupes de Réflexion, l'ONG JVE Bénin a poursuivi ses efforts pour dynamiser et renforcer la durabilité de ces groupes dans le cadre du projet BENKADI, Alors que la fin du projet est prévue pour 2025, la pérennité des Groupes de Réflexion s'impose comme un enjeu majeur.

Dans ce contexte, JVE Bénin a organisé un atelier multiacteur les 02 octobre 2024 à Grand-Popo et 03 octobre 2024 à Athiémé pour discuter des stratégies de dynamisation et de pérennisation des comités de réflexion mis en place par le programme dans les communes d'intervention.



Atelier multi acteurs Athémé

À Grand-Popo, l'atelier a réuni divers acteurs, incluant les autorités communales, les cadres techniques de la mairie, des organisations de la société civile, des services déconcentrés de l'État et des représentants des cadres de dialogue locaux. Les échanges ont permis de réaliser une analyse SWOT des Groupes de Réflexion, mettant en évidence leur capacité à influencer les politiques locales. Un nouvel arrêté a été proposé pour renforcer l'existence et l'action du Groupe de Réflexion. Les discussions ont également porté sur l'autonomie du groupe et son intégration dans des cadres de dialogue plus larges, ainsi que sur l'importance de la synergie avec la plateforme de réduction des risques de catastrophes.

« Les Groupes de Réflexion, tels que définis dans les arrêtés, ont montré leur potentiel à influencer nos décisions locales. Avec ces ajustements, nous pouvons réellement consolider leur rôle dans la gouvernance climatique de la commune. » a

souligné *Justin FANOUKPE*, point focal de la plateforme de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique.

À Athiémé, l'atelier a réuni un groupe similaire d'acteurs locaux. Un nouveau nom a été attribué au Groupe de Réflexion : Comité communal sur l'adaptation aux changements climatiques dans la commune d'Athiémé (CCACC-Athiémé), symbolisant son évolution et son nouveau rôle au sein de la communauté locale. Il a été décidé d'élargir la composition du groupe pour assurer une plus grande représentativité et une participation accrue dans les décisions locales. Les participants ont convenu de la nécessité de formaliser ces décisions dans un nouvel arrêté adapté aux besoins locaux et ont décidé que le CCACC-Athiémé travaillerait en synergie avec les autres cadres de dialogue existants au niveau local.

Marie TOFFA a déclaré que le fait d'inclure davantage d'acteurs locaux va vraiment renforcer notre crédibilité et notre impact dans la commune. Cela montre que le Groupe de Réflexion ne se limite pas au projet, mais devient une véritable structure de gouvernance participative.

Ces ateliers multi acteurs ont permis de poser des bases solides pour la pérennité des Groupes de Réflexion mis en place dans le cadre du projet BENKADI. En plus de proposer des ajustements aux arrêtés existants, les discussions ont mis en lumière l'importance des synergies avec d'autres cadres de dialogue et de la fusion avec des structures existantes comme la plateforme de réduction des risques de catastrophes.

En conclusion, grâce à l'implication et à la diversité des participants, des solutions concrètes ont été proposées pour assurer l'ancrage durable des groupes dans la gouvernance locale après la fin du projet. Ces ateliers ont permis d'élaborer des stratégies visant à garantir la continuité et l'efficacité des Groupes de Réflexion au-delà de la fin du projet BENKADI en 2025, en renforçant leur rôle dans la

gouvernance climatique locale et en assurant leur intégration dans les structures de prise de décision existantes.

Megan Valère SOSSOU

L'ONG JVE Bénin partage de bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques avec les jeunes à Athiémè et à Grand-Popo

Les 26 juin et 2 juillet 2024, l'ONG JVE Bénin a organisé des conférences thématiques publiques à Athiémè et Grand-Popo dans le cadre du programme BENKADI. Ces événements visaient à sensibiliser les communautés locales aux bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques, en ciblant principalement les jeunes.



Photo de famille conférence thématique Athiémè

À Athiémè, la conférence a réuni 70 participants, dont 26 jeunes et 22 femmes. Les panélistes, BAWA Amadou (point focal PASCIB), TOFFA Marie (trésorière de l'UCCPMA), et AIKPE Chantal (vice-présidente du comité de pilotage des initiatives de la plateforme multi-acteurs), modérés par SOUROU Christophe, ont partagé des exemples concrets de bonnes pratiques d'adaptation et discuté des défis et des impacts positifs sur les communautés locales.

Une présentation visuelle, réalisée par la plateforme locale multi acteurs avec le soutien de l'ONG JVE et du programme BENKADI, a mis en avant les bonnes pratiques tout en illustrant les mauvaises pratiques à éviter. Les discussions interactives ont permis d'explorer les leçons apprises et de proposer des améliorations aux pratiques existantes.

La vulgarisation de bonnes pratiques d'adaptation identifiées et mises en œuvre par des jeunes, des femmes, ou des associations de la communauté a été faite. Les échanges ont porté sur la possibilité d'adapter ces pratiques à d'autres contextes, élargissant ainsi leur impact potentiel.

Pour BAWA Amadou, panéliste à Athiémè, « Les discussions et les échanges ont été très enrichissants. Les recommandations partagées aujourd'hui aideront nos communautés à mieux s'adapter aux défis climatiques. »

DJIHOKIN Victorine, bénéficiaire à Athiémè : « Les informations et les bonnes pratiques présentées m'ont donné des idées pratiques pour améliorer la résilience de ma communauté. »

À Grand-Popo, dans l'arrondissement de Djanglanmey, la conférence a attiré 55 participants, dont 35 jeunes et 15 femmes. Le panel, composé d'AVOSSE Barnabé (Chef d'arrondissement d'Adjaha), TOUMATOU Benjamin (représentant du Chef d'arrondissement Gbéhoué), et DEGBEFFANA Constantine (sociologue), sous la modération de KPATCHA Richard Chef d'arrondissement de Djanglanmey, a discuté des bonnes pratiques d'adaptation, leurs impacts, et les défis rencontrés.

KPATCHA Richard, en tant que chef d'arrondissement et modérateur de la conférence, a joué un rôle crucial dans la dynamique de la session à Djanglanmey. Il a facilité les discussions interactives qui ont permis de mettre en lumière les meilleures pratiques d'adaptation et d'inspirer les jeunes participants à s'impliquer activement dans la protection de leur environnement.

Une présentation visuelle, réalisée par la plateforme locale multi acteurs avec le soutien de l'ONG JVE et du programme BENKADI, a mis en avant les bonnes pratiques d'adaptation tout en illustrant les mauvaises pratiques à éviter. Les discussions interactives ont offert une exploration des leçons apprises et des propositions d'amélioration des pratiques existantes. La vulgarisation de bonnes pratiques d'adaptation identifiées et mises en œuvre par des jeunes, des femmes, ou des associations de la communauté a été faite.

« La mobilisation des jeunes et des femmes à cette conférence est un signe positif que notre communauté est prête à adopter des mesures durables pour faire face aux changements climatiques. » a déclaré KPATCHA Richard, modérateur à Grand-Popo.

Quant à ASSOGBA Edith, participante à Grand-Popo : La conférence l'a permis de découvrir les actions concrètes qu'elle peut entreprendre pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

Rappelons que les conférences ont renforcé les capacités locales des jeunes en les fournissant des outils concrets pour faire face aux défis climatiques.

Adaptation aux changements climatiques : les Femmes et les Jeunes d'Athiémè et de Grand-Popo sensibilisés

Dans le cadre du programme BENKADI, l'ONG JVE Bénin a orchestré les 13 et 14 juin 2024 des ateliers à Athiémè et Grand-Popo. Ces ateliers avaient pour objectif de renforcer les capacités adaptatives des associations de femmes et de jeunes dans les secteurs de l'agriculture et miniers. Les thématiques clés abordées étaient le maraîchage écologique, la production de compost à partir de produits locaux et l'exploitation de sable lagunaire, le tout dans le contexte des défis posés par les changements climatiques.



Fabrication de compost

À Athiémè, une trentaine de participants, ont bénéficié de cet atelier. Dans un premier temps, les participants ont eu l'opportunité de visiter un site d'exploitation de sable lagunaire. Cette visite a permis aux participants non seulement d'observer les pratiques d'exploitation et de comprendre l'importance des mesures de restauration écologique mais aussi de se familiariser avec les réglementations environnementales. *« La visite nous a ouvert les yeux sur les impacts environnementaux de l'exploitation du sable. Nous avons appris comment minimiser ces impacts tout en respectant les réglementations en vigueur. »* a témoigné ADANKANHOUNDE Agath.

Dans un second temps, l'accent a été mis sur le maraîchage écologique et la production de compost à partir de la jacinthe d'eau, une plante invasive du lac Djetoè. 18 participantes, principalement des femmes et des jeunes filles, ont acquis des

compétences précieuses pour optimiser la fertilisation de leurs cultures maraîchères de manière durable. KOKOU Huguette est l'une des participantes, elle a est satisfaite : « *Cette formation m'a appris à transformer une menace environnementale en une ressource précieuse pour nos cultures. C'est une véritable révolution pour notre communauté.* »

À Grand-Popo, bien que la visite de site d'exploitation de sable n'ait pas été possible, la formation sur le maraîchage écologique et la production de compost a été reproduite avec succès. Elle a mobilisé 30 femmes et jeunes filles, issues d'associations locales. Elles ont toutes participé activement aux sessions de formation, démontrant leur engagement à adopter des pratiques agricoles durables. C'est le cas de DAVITO Rachelle. Elle témoigne : « *Ces ateliers nous ont permis d'acquérir des compétences essentielles pour améliorer nos pratiques agricoles tout en respectant l'environnement. Nous sommes prêtes à appliquer ces nouvelles méthodes dans nos communautés.* »

Retenons que, ces ateliers conduits par l'ONG JVE Bénin à travers le programme BENKADI, ont atteint leur objectif en renforçant les capacités des participants dans les domaines clés de l'agriculture et des mines. Les compétences pratiques acquises sur l'exploitation de sable lagunaire, le maraîchage écologique et la production de compost à base de produits locaux sont essentielles pour favoriser la durabilité des pratiques agricoles et renforcer la résilience face aux changements climatiques.

Megan Valère SOSSOU

Le RODER Bénin outille ses membres et donne de la voix en faveur des énergies renouvelables

Dans le cadre de son engagement continu pour le développement des énergies renouvelables au Bénin, le Réseau des Organisations pour le Développement des Energies Renouvelables (RODER) a réuni ses membres lors d'une importante rencontre du 30 novembre au 1er décembre 2023 à la Direction de la Planification Energétique, Electrification Rurale et Réglementation (DPER) Ex Direction Générale des Ressources Énergétiques (DGRE) à Akpapkpa, Cotonou.



L'objectif principal était de renforcer les connaissances et

compétences des participants sur les technologies des biodigesteurs ainsi que sur les techniques de plaidoyer et de lobbying. L'atelier a attiré plus de 25 participants, représentant diverses Organisations de la Société Civile (OSC) et Organisations Non Gouvernementales (ONG) membres du Roder Bénin et experts du secteur.

Le représentant de Bio Gaz Bénin a partagé ses connaissances sur les biodigesteurs, mettant en lumière les avantages tels que la valorisation des déchets, l'utilisation d'énergie propre, la production de fertilisants agricoles et la lutte contre les changements climatiques.

Cette session a également offert aux membres du Roder l'opportunité de se familiariser avec les textes régissant leur réseau. À travers des travaux de groupe, ils ont formulé des propositions pour le plan de travail 2024, englobant le renforcement de la visibilité nationale du Roder, le plaidoyer pour l'accès aux énergies renouvelables, et bien d'autres actions. Le Roder dont la coordination est assurée par JVE Bénin accompagné de l'Association Bénin Energie, Right to light et JEVEV ONG.



Suite à ce moment de partage enrichissant, les participants ont initié une caravane en faveur des énergies renouvelables. Ils ont saisi l'occasion pour exprimer leur soutien dans le contexte de la COP 28 à Dubaï aux Émirats Arabes Unis.

Dans une démarche citoyenne et collective, les membres du RODER ont uni leurs forces dans une Caravane de plaidoyer en direction de la COP28. À travers cette mobilisation citoyenne, le RODER a exprimé son plaidoyer en faveur d'une transition énergétique rapide, équitable et durable.

Cette initiative soutenue par le Projet COOP-ARE piloté par le CESA0-AI concrétise l'engagement du RODER Bénin envers la protection de l'environnement, démontrant la puissance collective des OSC et ONG pour influencer positivement les politiques environnementales et promouvoir des pratiques durables.

Megan Valère SOSSOU

Grand-Popo et Athiémè : Une Caravane pour la justice climatique et l'intégration de l'Adaptation Basée sur l'Écosystème dans les Plans de Développement Communaux

Le 14 et 15 novembre 2023, les villes de Grand-Popo et Athiémè ont accueilli une initiative majeure visant à sensibiliser et plaider en faveur de l'intégration de l'Adaptation basée sur l'Écosystème (AbE) dans les Plans de Développement Communaux (PDC). Organisée dans le cadre du projet BENKADI, cette caravane de sensibilisation a été coordonnée et animée par l'ONG JVE BENIN, mandatée par le Projet BENKADI.



L'objectif de cette caravane était de donner une voix aux communautés locales, mobiliser les acteurs locaux et sensibiliser sur l'importance cruciale d'intégrer l'AbE dans les PDC, renforçant ainsi la résilience face aux changements climatiques et promouvant la durabilité environnementale.

À Grand-Popo et Athiémè, une cinquantaine de participants issus de divers secteurs ont activement participé à cette caravane, scandant des chants et des slogans tels que « AbE PDC » pour rythmer le parcours jusqu'à la mairie, lieu symbolique où le plaidoyer a pris toute son ampleur. La déclaration de plaidoyer des communautés a été remise aux autorités municipales.



Dans la commune d'Athiémè, le Secrétaire Exécutif a officiellement reçu la déclaration, exprimant chaleureusement son engagement à prendre en compte les préoccupations de la communauté. À Grand-Popo, c'est le Chef du Service Environnement qui a pris la déclaration, affirmant l'engagement de la mairie à intégrer les préoccupations communautaires.

Les engagements pris par les autorités municipales portent sur l'intégration de l'AbE dans les PDC, le développement et la mise en œuvre des politiques locales favorisant les pratiques d'AbE, ainsi que la promotion de la durabilité environnementale.



À la fin de cette initiative, plusieurs résultats concrets ont été obtenus, dont un fort engagement communautaire, une influence sur les décideurs locaux pour l'inclusion de stratégies AbE dans les PDC, et le renforcement de la résilience communautaire face aux changements climatiques.



Cette caravane a clairement fait entendre la voix des communautés et a eu un impact positif sur les décideurs locaux. Les résultats obtenus démontrent que la mobilisation communautaire est une force catalysatrice pour promouvoir des politiques locales adaptatives et durables. Les engagements des autorités locales et la participation active des communautés marquent une avancée significative vers la création de communautés plus résilientes et durables face aux défis environnementaux.

Caravane « Tambour battant en

route vers la COP 27 » : la déclaration officielle des OSC du Bénin

L'ONG Jeunes volontaires pour l'environnement (JVE Bénin) a organisé une conférence de presse, le mercredi 2 novembre 2022 au siège de SUCO sis à la cité Houéyiho à Cotonou. L'objectif était de faire la lumière sur la Caravane nationale « Tambour battant en route vers la COP 27 », qui s'est déroulée du 29 septembre au 28 octobre, dans plusieurs villes du Bénin. La déclaration de cette caravane africaine, qui constitue même l'essence de ladite conférence devra être vulgarisée, en prélude à la COP 27.



« L'heure est grave ; non à l'inaction climatique ; justice pour les communautés ; non aux énergies fossiles, passons aux renouvelables ; nous luttons pour le climat ; nous demandons le financement des pertes et dangers etc ». Ce sont là les

cris de guerre et de ralliement des jeunes volontaires, engagés dans cette campagne. Ils ont fait le tour de cinq villes phares du Bénin à savoir Cotonou, Porto-Novo, So-Ava, Bohicon et Natitingou, sous le lead de l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE BENIN), avec le soutien d'Oxfam. Lancée officiellement par un forum communautaire avec les populations de Tokplégbé (1er arrondissement de Cotonou) sur « Comment vivre avec l'érosion côtière ? », elle a mobilisé tout au long du parcours une cinquantaine d'Organisations de la Société Civile et plus de 500 jeunes, femmes, membres d'associations, acteurs locaux (organisations paysannes, associations de producteurs, etc.) demandant la justice climatique et est allée à la rencontre des communautés vulnérables en vue de recueillir leurs voix et messages à remonter aux négociateurs béninois et africains présents à la COP27.

En effet, pendant trop longtemps, les espaces élitistes comme les Conférences des Parties (CdP en français et COP en anglais) ont exclu les perspectives de ceux qui sont les plus touchés par l'urgence climatique mondiale mais qui en sont les moins responsables. C'est à juste titre que la Caravane Africaine pour le Climat "Tambour battant vers la COP27" a logiquement émergé de manière organique pour soutenir l'action collective, la construction de mouvements, la sensibilisation, les campagnes conjointes ainsi que pour mettre en lumière les solutions et les actions d'adaptation en vue de la résilience des communautés africaines. Partant de plus de 21 pays africains, ces caravanes qui représentent un appel à la justice climatique, sont des mouvements citoyens qui visent à galvaniser les voix des parties prenantes à travers le continent africain, à porter les voix des communautés et à transmettre leurs revendications au monde entier qui se réunira en Egypte à Sharm El-Sheikh pour la 27ème session de la Conférence des Parties (COP27). « Plus qu'une initiative portée par les Organisations de la Société Civile (OSC) africaines pour influencer les décisions à l'occasion de la

COP27, la Caravane Africaine pour le Climat est un acte d'unité, d'action collective qui rend visible les expériences et les connaissances de diverses communautés s'adaptant au changement climatique ».

Déclaration des caravanes africaines pour la Justice climatique

Ladite déclaration tenant compte de l'état des lieux, des décideurs et politiques aux communautés à la base, dans la lutte contre le changement climatique fait des doléances à l'endroit des Chefs d'Etats et de gouvernements, aux Parties prenantes de l'Accord de Paris, aux Etats riches et pollueurs responsables du réchauffement climatique, et aux bailleurs de fonds multilatéraux.

Aux Chefs d'Etats et de gouvernements, ces OSC demandent de soutenir toutes les propositions de loi et textes réglementaires, et leur application pour la sécurisation des terres des communautés ; soutenir la reprise de contrôle de l'agriculture mondiale par les communautés ; protéger les bassins-versants ; accroître la recevabilité sur les flux financiers reçus et fournis au profit des communautés ; assurer une représentation égale et un engagement significatif des femmes et des jeunes, à tous les processus clé du changement climatique.

Aux Parties prenantes de l'Accord de Paris, il est demandé de tenir les pays riches responsables de l'objectif des 100 milliards de dollars et faire en sorte qu'ils s'engagent à respecter leur promesse ; réviser l'article 6 de l'Accord de Paris dont les approches contribuent à renforcer la marchandisation des ressources naturelles y compris la terre au détriment des communautés ; asseoir une démarche scientifique et la réalisation d'études pertinentes sur les dommages et préjudices subies par les communautés africaines

liés au changement climatique, et de créer un comité consultatif de jeunes sur les pertes et dommages ; établir un guichet financier provisoire pour financer les pertes et dommages urgents dans le cadre du Fonds vert pour le climat ; définir le nouvel objectif de financement du climat pour la période post-2025 en se basant sur les besoins des communautés d'Afrique.



En ce qui concerne les États riches et pollueurs responsables du réchauffement climatique, les porteurs de cette campagne demandent d'accroître le financement de l'adaptation en donnant la priorité aux subventions plutôt qu'aux prêts ; fournir une feuille de route quantifiée conformément à l'objectif de doubler le financement de l'adaptation d'ici 2025 ; créer un mécanisme d'allègement de la dette souveraine comme moyen de restructurer ou d'annuler les dettes de manière équitable ; mettre en place un mécanisme de financement des pertes et dommages pour faire face aux impacts climatiques dévastateurs subis par les pays vulnérables au climat et les communautés pauvres ; arrêter immédiatement tous les nouveaux investissements dans les combustibles fossiles et l'énergie nucléaire, et passer progressivement aux renouvelables.

Quant aux bailleurs de fonds multilatéraux, les OSC demandent de reconnaître l'inadéquation des dispositions actuelles et passer à un financement de l'adaptation davantage basé sur des subventions, les bailleurs multilatéraux tels que la Banque mondiale, le FIDA ou le Fonds vert pour le climat (qui est l'un des bailleurs ayant le pourcentage le plus élevé de prêts non concessionnels) devraient s'orienter vers une proportion significativement plus élevée de financement de l'adaptation par des subventions pour les PMA et les pays les plus vulnérables au climat ; renforcer les capacités des gouvernements d'Afrique, à tous les niveaux, pour assurer une gestion des risques liés aux changements climatiques et une résilience collective et locale.

À noter que cette déclaration a été officiellement transmise à toutes les mairies qui ont fait l'objet d'une étape de la caravane (Cotonou, Porto-Novo, Bohicon, Natitingou), mais aussi à l'Assemblée nationale et au Ministre du Cadre de Vie et du Développement Durable (représenté par le Directeur Général de l'Environnement et du Climat), Chef de la délégation du Bénin pour la COP27 en Egypte. Cette même déclaration est mise en application dans les autres pays où la caravane s'est tenue.

Ainsi, le plaidoyer vient donc d'être acté. C'est pourquoi le Directeur Exécutif de l'ONG JVE, Mawuse Hountondji se réjouit de cette déclaration qu'il espère sera vulgarisé par les hommes de médias. « L'objectif est donc atteint », se réjouissent Mawuse Hountondji et Kossi Appeda, représentant de l'Oxfam. Aux deux s'ajoute dans le présidium, la représentante de SUCO qui a chaleureusement accueilli ladite conférence. Des partenaires qui ne ménagent aucun effort pour apporter leur soutien à l'ONG JVE.

Arsène AZIZAHO